

Plus d'un an s'est écoulé depuis la chute de Ben Ali et celle de Moubarak et les médias ne s'intéressent plus guère aux révolutions dans le monde arabo-musulman. Pour eux, l'affaire est entendue: le printemps arabe a débouché sur l'hiver islamiste, point à la ligne. Les soulèvements qui continuent - en Syrie par exemple- sont considérés comme devant déboucher sans surprise sur le même résultat. Journaux et télévisions ne s'y intéressent plus que sous l'angle de la catastrophe, ou de la géostratégie. Un instant ébranlé par l'irruption des masses, le cliché réactionnaire du "choc des civilisations" a repris le dessus. Et pourtant... Et pourtant la cause n'est pas entendue. La vieille taupe creuse toujours, mais sous les pieds des islamistes à présent. Les voilà mis au défi d'apporter une réponse aux revendications démocratiques et sociales. L'issue est loin d'être certaine. Elle dépend notamment de la capacité des exploité-e-s et des opprimé-e-s de s'auto-organiser. Une course de vitesse est en cours. De cela, les grands médias ne disent pas un mot. Nous en discuterons à l'école anticapitaliste de printemps avec trois spécialistes de la région:

- Gilbert Achcar (Professeur à l'université de Londres, auteur de «Le Choc des barbaries»)

- Luiza Toscane (militante tunisienne des droits de l'homme)

- Brecht De Smet (chercheur à l'université de Gand, spécialiste des mouvements sociaux en Egypte)

Les révolutions arabes ont chassé Ben Ali et Moubarak du pouvoir, balayé Ghaddafi – même si ce fut avec l'intervention impérialiste -, embrasé le Yémen et conduit à la démission de Saleh, touché les pays du Golfe et bien au-delà du Maghreb et du Moyen-Orient et affrontent aujourd'hui le régime de Bachar al-Assad. Elles constituent — par leur ampleur et leur impact dans la région et dans le monde — un tournant historique de la situation internationale.

Aggravé par des politiques d'appauvrissement dictées par les puissances impérialistes et leurs institutions financières, l'autoritarisme politique de ces régimes s'est brisé sous les coups de leurs propres victimes, les laissés pour compte. Cette victoire a nourri des espoirs d'un lendemain meilleur qui favorisera l'entrée dans l'arène politique de la majorité des opprimés et bannira à jamais la répression, la précarité sociale et la dépendance.

Mais voilà que ces révolutions butent aujourd'hui sur un double obstacle : d'une part l'avènement des islamistes au pouvoir — fût-ce après des élections pluralistes — et leur prédisposition à continuer dans la même ligne de servilité et de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme ; d'autre part l'ingérence de pays comme les États-Unis et la France, notamment. Ingérence directe ou indirecte à travers leurs agents dans la région comme les émirats du Golfe - surtout le Qatar - ou la Turquie, qui œuvrent pour une banalisation du processus révolutionnaire en cours ainsi qu'une normalisation institutionnelle et économique afin de ramener ces pays au bercail. Par ailleurs on se demande ce que la Tunisie a à voir avec la Turquie (membre de l'OTAN) - qu'Ennahda présente comme un modèle pour le développement futur du pays - ou l'État de Qatar, vomi pour ces relations avec Israël.

Que les islamistes raflent la mise n'a surpris que ceux et celles qui ne connaissent pas les pays concernés. Pendant de longues décennies, ils ont formaté les esprits avec leur discours moralisateur. Leur présence parmi les masses est importante, que ce soit dans les mosquées où à travers les nombreuses associations caritatives qu'ils ont créées, ou encore à travers des organisations de jeunesse, comme les scouts, ou le mouvement estudiantin. Tout cela leur avait permis d'élargir leur influence, surtout parmi les couches défavorisées. En Tunisie comme en Égypte ou encore au Maroc, les islamistes étaient surtout considérés comme des victimes de la répression des pouvoirs en place. Et durant les élections, ils ont adopté un discours modéré sur les questions sensibles comme celles des libertés individuelles et collectives, notamment les droits des femmes. Sans compter l'important soutien financier et médiatique qatari à la mouvance islamiste (surtout en Libye et en Tunisie)

Ce qui est certain, c'est que les islamistes font partie de la nouvelle donne en Tunisie comme en Égypte ou au Maroc, et qu'ils sont partie prenante de la révolution syrienne qui défie chaque jour al-Assad. La présence, la logique comme la position de ces courants par rapport au pouvoir et aux rapports de production sont différentes d'un pays à l'autre. Mais ils sont bien là. Sonner l'alarme, dire qu'ils constituent une vraie menace ou une catastrophe pour les libertés, comme le crient haut et fort certains intellectuels islamophobes en Europe (surtout en France ou en Belgique), est un discours absurde qui cache une forte dose de « racisme » et qui cible avant tout les musulmans ici, leur religion, leur liberté de conscience, le port du foulard, etc.

Si la lutte contre ces courants était par le passé surtout idéologique ou théorique(leur nature ou le projet de société qu'ils prônent), les derniers mouvements de contestation en cours, surtout en Tunisie, prennent dans la plupart des cas une forme revendicative et sociale. C'est le cas avec la reprise des contestations dans le secteur minier de Gafsa, ou suite aux attaques qui ont ciblé les locaux du syndicat tunisien UGTT après qu'Ennahda ait incité les citoyens à y déposer leurs déchets ménagers, et ce pour briser la grève des agents de nettoyage communaux.

Les gens commencent peu à peu à perdre de leurs illusions et à comprendre que leurs problèmes de pauvreté, de chômage, de cherté de la vie, les questions de la démocratie et de la liberté d'expression ne se résolvent pas par le simple fait de choisir leurs représentants politiques dans la mosquée du quartier. Les masses populaires supportent mal une destruction significative du pouvoir d'achat et la jeunesse, complètement marginalisée avant ces révolutions, continue à subir les retombées de la crise économique aggravée par la fermeture de plusieurs entreprises. Quant aux « aides » des institutions monétaires soustraites aux pauvres des pays du centre capitalistes, elles sont destinées à mettre en route de nouvelles politiques néolibérales.

En Egypte, les appels à la désobéissance civile qui circulent parmi les étudiants et la gauche radicale, comme les manifestations populaires imposantes du 25 janvier, les grèves des cheminots du mois de février et celle des travailleurs des ports, ou le sit-in des transporteurs du gaz qui a duré 10 jours sont un signe que la révolution est toujours en marche. A chaque grève ou manifestion des voix s'élèvent pour dénoncer le marché conclu entre le Conseil militaire et les frères musulmans. Les gens veulent vivre: "Nous avons fait une révolution, nous voulons du concret."

En Tunisie, l'état de grâce dont ont bénéficié les islamistes d'Ennahda depuis leur arrivée à la tête du pouvoir le mois d'octobre dernier semble prendre fin avec l'exacerbation des luttes sociales et les mouvements revendicatifs. Les plus importants secteurs d'activité ont enregistré des grèves, des sit-in et des blocages de routes. Ce 20 mars, date anniversaire de l'indépendance, des centaines de milliers de Tunisiennes et de Tunisiens se sont rassemblés pour exprimer leur détermination à défendre leurs acquis démocratiques et sociaux, arrachés de haute lutte par des générations de militantes et de militants.

La révolution n'est pas atteinte, elle est entrée dans une nouvelle phase. La conférence-débat avec nos invité-e-s à l'école anticapitaliste de printemps nous aidera à mieux la comprendre, donc à mieux la soutenir.

Plus d'infos sur l'école anticapitaliste du printemps de la Formation Lesoil: programme et inscription

